

TROP DE RETARD DANS L'APPLICATION DES DÉCISIONS DE LA TRIPARTITE
DE DÉCEMBRE 2009**L'abrogation de la retraite proportionnelle et de la retraite sans condition d'âge remise en cause ?**

A l'allure de tortue où va l'application des principales décisions de la tripartite de décembre 2009 – 13 mois après, jour pour jour –, l'on est en droit de se poser la question s'il n'y a pas une marche arrière opérée par l'une des trois parties en présence, en fait surtout deux – le gouvernement et/ou l'UGTA. Mais peut-on remettre en cause des décisions annoncées officiellement et qui ont fait même l'objet d'un calendrier d'application, calendrier non respecté ?

Pourquoi autant de discrétion ? Pourquoi aussi peu de médiatisation ? C'est presque en cachette, pour ne pas dire en catimini, que s'est tenue le mercredi 29 décembre 2010 une réunion regroupant le ministre du Travail, le secrétaire général de l'UGTA et les chefs des organisations patronales, réunion qui avait pour ordre du jour «l'évaluation des travaux des groupes de travail tripartite». Pour rappel, ces

groupes avaient été installés après la tripartite gouvernement-UGTA-patronat de décembre 2009.

Une brève dépêche a annoncé qu'à l'occasion de cette rencontre du 29 décembre 2010, les résultats des travaux des groupes tripartites ayant travaillé sur les dossiers retenus lors de la tripartite des 2 et 3 décembre 2009 – à savoir l'abrogation de la retraite proportionnelle et de la retraite sans condition

d'âge ; le transfert des allocations familiales aux employeurs ; et les mutuelles – ont fait l'objet d'une présentation. Est-ce à dire que ces groupes ont terminé leur travail ? Est-ce que toutes leurs conclusions ont été retenues par le ministère du Travail, l'UGTA et le Patronat ?

A quand la tripartite spéciale «retraite» ?

Est-il prévu dans les semaines à venir, comme indiqué par le communiqué de la

tripartite de décembre 2009, une «mini-tripartite» consacrée à l'abrogation salubre de la retraite proportionnelle et de la retraite sans condition d'âge ?

Cette «mini-tripartite» était officiellement programmée pour fin mars 2010, puis annoncée pour la fin 2010. Nous reproduisons ci-dessous l'extrait du communiqué officiel relatif à l'abrogation de la retraite proportionnelle et de la retraite sans condition

d'âge. Pourquoi reculer sans cesse cette échéance ? Qui – du gouvernement, du patronat ou de l'UGTA – est en train d'essayer d'empêcher l'abrogation de la retraite proportionnelle et de la retraite sans condition d'âge ?

Plus on retardera l'application de cette décision, plus on continuera de mettre à mal l'équilibre financier du système de retraite dans son ensemble. Affaire à suivre.

Djilali Hadjadj

Ce qu'avait annoncé la tripartite

La 13^e réunion de la tripartite qui s'est tenue mercredi et jeudi les 2 et 3 décembre 2009 à Alger avait rendu public un communiqué dont voici ci-dessous le point II consacré aux retraites sans conditions d'âge.

«Le gouvernement a rappelé que l'ordonnance du 31 mai 1997 instituant le départ à la retraite sans condition d'âge a été adoptée, alors que le pays était confronté aux conséquences du programme d'ajustement structurel et a atténué les conséquences des fermetures d'entreprises et compression d'effectifs. Au total, de 1997 à ce jour, ce dispositif a bénéficié à près de 400 000 travailleurs pour un coût de plus de 360 milliards de dinars.

La crise économique ayant été dépassée depuis le début de cette

décennie, le gouvernement, qui œuvre à préserver et à consolider le dispositif national de retraite, considère que le moment est venu de mettre un terme au départ à la retraite sans condition d'âge. Il a également rappelé que les groupes de travail issus des réunions tripartites et bipartites de 2002 et 2003 avaient consigné l'adhésion des partenaires économiques et sociaux à cette démarche.

Il a enfin relevé que cette démarche est soutenue par la Fédération nationale des retraités. De leur côté, l'UGTA et les organisations patronales ont, à l'unanimité, confirmé leur accord pour qu'il soit mis fin au dispositif de départ à la retraite sans condition d'âge, institué par l'ordonnance du 31 mai 1997.

Elles ont aussi souligné que le main-

tien actuel de ce dispositif entraîne des conséquences dommageables à l'outil de production qui enregistre chaque année d'importantes déperditions au niveau de ses ressources humaines les plus qualifiées.

Partant, la tripartite a décidé la mise sur pied d'un groupe de travail qui sera présidé par le représentant du ministère chargé de la Sécurité sociale et auquel prendront part un représentant de l'UGTA et de chacune des organisations

patronales. Ce groupe aura pour mission de préparer un projet de texte devant mettre un terme au dispositif de retraite sans condition d'âge. Le résultat sera présenté au sommet de la tripartite qui se tiendra à la fin du premier trimestre de l'année prochaine (*) puis engagé, par le gouvernement, sous forme d'un avant-projet de loi.» Fin de citation.

(*) : **NDLR** : La fin du mois de mars 2010. Déjà 9 mois de retard !

A nos lecteurs / Le mardi au lieu du mercredi

Comme nous l'avions annoncé dans «Le Soir Retraite» du 29 décembre 2010, votre rubrique hebdomadaire consacrée aux questions de retraite paraîtra tous les mardis à compter d'aujourd'hui, au lieu du mercredi comme ce fut le cas depuis janvier... 2000 et onze mois par an !

Courrier des lecteurs**Revalorisation des pensions et indice des salaires**

Je voudrais poser la question suivante à la rubrique «Le Soir Retraite» : est-il vrai qu'il existe une loi datant de 2003 qui stipule que l'actualisation de toutes les pensions doit être alignée sur l'indice des salaires tous les trois ans.

M. Kaid Abbas, Tlemcen

RÉPONSE : Nous n'avons pas connaissance de cette loi. Par contre, l'article 43 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite est modifié, complété et rédigé comme suit : «Art.43. - Les pensions et allocations de retraite sont revalorisées avec effet au 1^{er} mai de chaque année par arrêté du ministre chargé de la Sécurité sociale sur proposition du conseil d'administration de l'organisme de retraite. Cet arrêté fixe : - le coefficient d'actuali-

sation applicable aux salaires servant de base au calcul des nouvelles pensions ; - et le coefficient de revalorisation applicable aux pensions et allocations déjà liquidées.»

Droit à la retraite Casnos

Merci pour votre réponse à mon email par lequel je vous ai soumis trois questions et auxquelles vous avez répondu, sauf pour la dernière : à savoir si j'ouvre droit à la retraite de la Casnos quand j'aurai 65 ans, en plus de celle de la CNR que je perçois depuis juillet 2009. Pour la 1^{re} question, je dois introduire un recours ; quant à la seconde, pour prétendre à des augmentations, je dois fournir des justificatifs.

Je pense que cela se fera avec des certificats médicaux que j'ai d'ailleurs depuis 2000/2001, concernant la cardiologie et côté neurologie, la maladie de Parkinson depuis 2006. Pour ce qui est de la 3^e question vous ne m'avez pas répondu. Je vous remercie d'avance pour votre réponse et vous souhaite un bon courage.

RÉPONSE : Le décret n°85-35 du 9 février 1985 a subi des modifications en 1996 (n° 96-434). L'article 17 stipule : «Dans le cadre des règles de coordination et d'information, le travailleur qui exerce successivement, alternativement ou simultanément, une activité salariée et une autre non salariée peut prétendre au bénéfice d'une pension dès l'âge de 60 ans au titre de son activité salariée et d'une pension dès l'âge de 65 ans au titre de son activité non salariée.»

Obstacles à la reconstitution de carrière

Je profite de l'occasion pour souhaiter à cette rubrique «espace retraite» ainsi qu'à tous les retraités une longue vie à l'occasion de la nouvelle année 2011. Je suis sur le point de faire valoir mes droits à la retraite ; cependant, j'ai un énorme empêchement lié aux justificatifs pour reconstituer ma carrière.

En effet, ayant été victime du séisme de 2003, j'ai perdu dans les décombres une bonne partie de mes certificats de

travail émanant de certains de mes ex-employeurs pour la plupart disparus pour cessation d'activité, et pour d'autres, dans l'impossibilité de me faire établir un duplicata de certificat de travail, car ne disposant pas d'archives. Les périodes en question se situent entre 1970 et 1984. Je vous remercie d'avance pour tout conseil que vous pourrez me prodiguer afin de reconstituer ma carrière.

Aouissi Mohand-Ourabah

RÉPONSE : Il est impératif que vous retrouviez la trace de documents qui justifient vos années d'activité et surtout vos versements de cotisations à la sécurité sociale.

Il faut à la fois relancer vos employeurs qui doivent avoir conservé un minimum d'archives, et surtout votre Caisse de sécurité sociale (agence Cnas de wilaya) qui, elle, possède toutes les informations concernant votre employeur et les salariés qu'il a déclarés. Par ailleurs, il ne faut pas hésiter à écrire à la tutelle de votre agence Cnas.

